

DIXIÈME JOUR DU PROCÈS KHALIFA

Des responsables de dépôts en centaines de milliards à la barre

Des responsables de plusieurs secteurs publics qui ont effectué des dépôts de dizaines de centaines de milliards de centimes à Khalifa Bank sont passés, hier, à la barre, pour répondre de leurs actes. Néanmoins, la journée d'hier a été marquée par une légère prise de bec entre le président de l'audience et le procureur général.

De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni

Le tribunal criminel près la cour de Blida a ouvert, hier, la dixième journée du procès Khalifa, sur l'audience de l'ex-DG du groupe de boissons alcoolisées (GBA Oran), Bouabdellah Boulefred. Ce dernier a, en effet, effectué un dépôt de 31 milliards de centimes à Khalifa Bank. Une somme qui s'est volatilisée après l'éclatement du scandale entre février et mars 2003.

Aux interrogations du juge, l'accusé nie avoir bénéficié de privilèges en contre-partie de ces placements faramineux. Il explique que son seul souci était de diversifier les placements, après que la banque initiale du groupe, à savoir la BADR, eut décidé de revoir à la baisse ses taux d'intérêts. Mais le juge le relance sur des supposées commissions de 1% qu'il percevait de Khalifa Bank, alors que le procureur de la République lui fait rappeler à son

tour les billets d'avion dont il aurait bénéficié chez Khalifa Airways. Bouabdellah Boulefred ne reconnaît toujours pas les faits qui lui sont reprochés.

Le juge passe un autre accusé, lequel a d'ailleurs engagé une somme plus importante que son prédécesseur à la barre. Il s'agit de Nouredine Boucena, directeur commercial de l'OPGI d'Oran. L'office a, en effet, effectué le dépôt de 100 milliards de centimes à Khalifa Bank. Mis à part les 11 milliards de centimes générés par les taux d'intérêts, le placement de 100 milliards de centimes, qui est à la base, n'a jamais pu être récupéré. Face aux interrogations du juge, l'accusé explique que ces placements sont intervenus après la signature d'une convention entre son ancien P-dg, décédé après avoir été condamné à la prison en 2007, et Khalifa Bank. Si le juge n'obtiendra pas beaucoup d'aveux, il a néanmoins réussi à arracher de l'accusé que le dépôt

des 100 milliards de centimes a été effectué sans la réunion du conseil d'administration de l'office.

«1 200 milliards de centimes ont été retirés du Trésor public»

Suivra à la barre l'ex-président du conseil d'administration de la Caisse nationale des retraités, Abdelali Meziani, condamné à cinq ans de prison ferme en 2007. Il précise que c'est après réunion du bureau du conseil d'administration que le directeur financier de la CNR a procédé au dépôt de 1 200 milliards de centimes chez Khalifa Bank. Cet argent était pourtant placé au Trésor public.

Le juge veut savoir si le ministère de tutelle, celui du Travail et de la Sécurité sociale, avait été consulté sur cette importante décision. L'accusé est affirmatif, précisant qu'à cette époque, c'est Mohamed Larbi Moumen qui était en charge du secteur et non pas Aboudjerra Soltani. Le juge poursuit son interrogatoire et obtient de l'accusé que le bureau du conseil d'administration s'était réuni à nouveau pour le retrait de la somme de chez Khalifa Bank et son remplacement au Trésor public. Mais l'aveu est à moitié puisque le juge lui rappelle que sur les 1 200

milliards de centimes seulement 800 ont été récupérés. Ainsi, les caisses de Khalifa Bank ont dévoré 400 milliards de centimes jusque-là hébergés au Trésor public. Le juge explique à l'accusé que les faits qu'il vient d'admettre démontrent au moins l'illégalité de l'opération de dépôt. Abdelali Meziani ne niera pas cette fois-ci. Par contre, pour le stage de pilote offert par Khalifa Airways à son fils, l'accusé nie toute intercession.

Quant aux billets d'avion dont il a bénéficié gratuitement chez toujours Khalifa Airways, Abdelali Meziani dit les avoir remboursés au liquidateur.

L'orientation indirecte de Abdelmadjid Sidi Saïd

Auditionné à son tour, l'ex-directeur de la Caisse nationale d'allocation-chômage, Mahrez Aït Belkacem, a d'emblée expliqué que les 108 milliards de centimes placés à Khalifa Bank étaient un surplus financier qu'il cherchait à fructifier ailleurs, vu que les banques publiques n'en voulaient pas. Il précise, à cet effet, que les différents dépôts dans les banques publics avaient dépassé à l'époque les 60 milliards de dinars et que les bénéfices générés par les taux d'intérêts

avaient aussi dépassé les 20 milliards de dinars.

Le conseil d'administration de la Cnac, présidé par l'actuel SG de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, selon toujours l'accusé, s'est alors réuni pour prendre des décisions quant aux surplus générés et que les banques publiques ne souhaitaient plus héberger. Il affirme avoir émis la proposition d'investir dans des biens immobiliers, mais que le conseil présidé par Abdelmadjid Sidi Saïd lui a signifié qu'il valait mieux procéder à des placements chez des banques privées. Il ajoutera qu'il avait aussi sollicité par écrit le ministère du Travail, mais, comme au bout d'un mois il n'avait pas obtenu de réponse, il pouvait considérer cela comme un feu vert.

Enfin, il est à signaler que l'audience d'hier a été quelque peu perturbée par une légère prise de bec entre le président et le procureur général. Ce dernier, qui n'a visiblement pas aimé les incessants rappels du juge qui lui demandait de ne pas répéter les questions qui ont déjà été posées, a fini par perdre son sang-froid : «Le code de procédure pénale me confère le droit de poser toutes les questions que je juge nécessaires.»

M. M.

SUSPENSION DES IMPORTATIONS DE VÉHICULES

L'association des consommateurs dénonce un «impact désastreux»

La suspension des importations de véhicules génère un «impact désastreux», selon l'association de protection des consommateurs El-Amane. Les postulants aux crédits à la consommation doivent avoir le choix, considère la Fédération algérienne des consommateurs (FAC).

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des plaintes ont été formulées auprès des associations de protection des consommateurs par des citoyens qui ont commandé des véhicules et qui n'ont pas été livrés. C'est ce que relevait hier un dirigeant de l'association de protection des consommateurs de la wilaya d'Alger El-Amane, Hacem Nouar, lors d'une conférence de presse. Commandés auprès des concessionnaires automobiles, ces véhicules n'ont pu être dédouanés et restent bloqués aux ports, au détriment de leurs acquéreurs.

Nonobstant le non-respect des obligations contractuelles liant les concessionnaires aux clients, la suspension des importations de véhicules génère un «impact désastreux», selon le dirigeant d'El-Amane, tant pour les consommateurs, les distributeurs que pour les collectivités locales et, par conséquent, l'activité économique. D'où la nécessité de trouver des solutions à ce problème, considère-t-on.

Intervenant également lors de cette conférence de presse, le président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Hariz Zaki, estimera que les postulants à l'acquisition de biens et services doivent pouvoir choisir librement leur mode de financement.

Au-delà de supprimer le taux d'intérêt que certains citoyens rejettent pour des raisons de foi (rejet du riba') notamment, il s'agit de proposer un produit de financement bancaire qui soit compatible avec les valeurs religieuses et sociales et qui consacre le droit de libre choix. A ce propos, le président de la FAC estime qu'un travail d'«ijtihad», une concertation

associant les institutions bancaires, la Banque d'Algérie ainsi que les Affaires religieuses sont opportuns.

Dans cet ordre d'idées, le dirigeant d'El-Amane estime que la relance du crédit à la consommation risque d'être inopportune, voire de générer un risque de concurrence déloyale.

Au-delà de l'absence d'une centrale des risques d'impayés, la relance de ce crédit avantage en fin de compte un seul opérateur (un concessionnaire automobile étranger associé dans une unité d'assemblage) et

pourrait nuire à l'objectif de développer la production locale. En ce sens, Hacem Nouar estimera qu'il s'agit soit de revenir au taux d'intégration de 40% prévu auparavant ou de laisser toute latitude aux postulants au crédit-conso de choisir librement les produits éligibles.

Par ailleurs, la FAC appelle à un débat national sur les moyens de lutter de manière efficace contre les fléaux sociaux et les dangers qui guettent les jeunes suite à l'utilisation de l'internet. Voire, la constitution d'un «front» regroupant le mouvement associatif serait

recommandée, indique Zaki Hariz qui relèvera la nécessité de sensibiliser les parents.

Evoquant le développement de la production nationale, le président de la FAC appellera à reconsidérer le rôle et les moyens d'action des diverses agences en charge de la promotion des PME et de l'investissement notamment.

D'autre part, Zaki Hariz appellera à la mise en place d'espaces idoines pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées.

C. B.

VISITE DU PREMIER MINISTRE TUNISIEN EN ALGÉRIE

La coopération sécuritaire et économique au menu

Le Premier ministre tunisien est, depuis hier, à Alger pour une visite officielle de deux jours à l'invitation de son homologue algérien Abdelmalek Sellal. Le volet sécuritaire et économique sera au menu de cette visite.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Reçu à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediène par M. Sellal et des membres du gouvernement, cette visite de M. Habib Essid s'inscrit dans le cadre de la concertation politique menée au plus haut niveau par les deux pays depuis plusieurs années. Elle offrira aux deux parties l'occasion de passer en revue les relations bilatérales dans les domaines politique, sécuritaire et socio-économique et d'évaluer le niveau de coopération et de concrétisation des projets communs.

La visite de M. Essid intervient trois mois après la visite du

nouveau Président tunisien Béji Caïd Essebsi. BCE a d'ailleurs réservé sa première visite officielle à l'étranger à l'Algérie.

Un pays voisin mais aussi avec qui la Tunisie a, depuis leurs indépendances, d'excellentes relations politiques et diplomatiques. D'ailleurs, le premier président de la République de la Tunisie post-révolution l'a indiqué lors de son passage à Alger : «Chaque visite effectuée en Algérie est meilleure que la précédente du point de vue entente et résultats».

Dans le volet économique, le développement des relations économiques et des échanges commerciaux entre les deux pays est

au menu, d'autant que les échanges commerciaux bilatéraux sont en deçà des potentialités qu'offrent les deux pays.

L'Algérie a vendu à la Tunisie pour 531 millions de dollars et a acheté pour 429 millions de dollars. «Les deux pays offrent des conditions favorables à la relance d'une nouvelle dynamique économique, à la réalisation des initiatives individuelles et à une implication plus grande du secteur privé dans le processus du développement», selon les récentes déclarations à ce sujet du Premier ministre Sellal. Justement, à propos de l'implication du privé, les opérateurs économiques algériens exportant vers la Tunisie sont montés au créneau pour dénoncer, début janvier dernier, la taxe de consommation de 25% imposée par les autorités tunisiennes aux

produits algériens. Et cela en dépit de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange liant les deux pays depuis le mois de mars dernier. De ce fait, cette «entrave» sera au centre des discussions bilatérales entre les délégations des deux pays.

L'autre point, et non des moindres, à débattre est la situation sécuritaire. Là, les deux pays qui font face aux menaces terroristes persistantes, notamment au niveau de leurs frontières, affûteront leurs armes en ce sens que les deux pays accentueront leur coopération militaire via notamment la mise en place de stratégies communes.

L'Algérie qui a, hélas, une longue expérience dans la lutte contre le terrorisme, sera d'un atout considérable pour notre voisin de l'Est.

S. B.